



Centre d'Information sur les Renseignements  
et le Terrorisme

28 avril 2009

## Démantèlement d'un réseau du Hezbollah en Egypte: état des lieux, implications, et réactions en Egypte et dans le monde arabo-musulman<sup>1</sup>

---



L'Iran appuie sur l'interrupteur "Marche/Arrêt" placé sur le dos de Hassan Nasrallah (Al-Nadwa, Arabie Saoudite, 14 avril 2009)

---

<sup>1</sup> Suite de notre article du 13 avril 2009 intitulé: "L'Egypte a démantelé un réseau du Hezbollah qui opérait sur son sol, l'accusant d'avoir fait de la contrebande d'armes dans la bande de Gaza, d'avoir planifié des attaques terroristes et d'avoir mené des activités de subversion contre le régime égyptien," à l'adresse [http://www.terrorism-info.org.il/malam\\_multimedia/fr\\_n/pdf/hezbollah\\_f010.pdf](http://www.terrorism-info.org.il/malam_multimedia/fr_n/pdf/hezbollah_f010.pdf). Voir également : "Nouvelles du terrorisme et du conflit israélo-palestinien 7-14 avril 2009," à l'adresse [http://www.terrorism-info.org.il/malam\\_multimedia/fr\\_n/pdf/ipc\\_f023.pdf](http://www.terrorism-info.org.il/malam_multimedia/fr_n/pdf/ipc_f023.pdf)

## Aperçu général

1. Fin 2008, les services de sécurité égyptiens ont révélé l'existence d'**un réseau du Hezbollah opérant sur le sol égyptien**. Immédiatement après le démantèlement, l'affaire a été étouffée et n'a bénéficié d'aucune couverture médiatique. Début Avril 2009, le gouvernement égyptien a décidé de rendre l'affaire publique, ainsi que les interrogatoires des membres du réseau et l'implication des activités du Hezbollah sur le sol égyptien.

2. L'existence du réseau du Hezbollah a été dépeinte par le gouvernement égyptien comme un **"complot" iranien visant à déstabiliser l'Égypte et à plébisciter les objectifs stratégiques de l'Iran, dans le cadre de sa campagne pour l'hégémonie du Moyen-Orient**. Le leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, considéré par les Égyptiens comme un instrument utilisé par le régime iranien pour atteindre ses objectifs, a reçu un traitement spécial des médias égyptiens, qui l'ont notamment qualifié de "cheikh singe," "d'agent iranien," et de "leader des milices dans le parti iranien au Liban." Les accusations ont également visé les **Frères Musulmans** en Égypte, qui ont vraisemblablement soutenu le réseau.<sup>2</sup>

3. Dans ce cadre, les médias égyptiens (ainsi que les médias arabes profitant de fuites égyptiennes) ont publié de nombreuses informations détaillées sur les activités du réseau du Hezbollah en Égypte. Selon ces informations, le réseau a été impliqué dans la contrebande d'armes et d'activistes dans la bande de Gaza (surtout pour le Hamas, selon nous). Ses activistes ont suivi un entraînement en Iran, en Syrie et au Liban, et ont été transférés dans la bande de Gaza avec l'assistance du Hezbollah. Selon les médias égyptiens, l'itinéraire de contrebande passait par le **Soudan, l'Égypte et la bande de Gaza**, via les tunnels de Rafah. A un moment donné (probablement après la mort d'Imad Moughnieh), le réseau du Hezbollah a reçu l'ordre de commettre des attaques terroristes sur le sol égyptien, notamment contre des sites touristiques sur les côtes de la Mer Rouge, largement fréquentés par les touristes israéliens.

4. **Le réseau du Hezbollah servait les intérêts stratégiques de l'Iran**, qui s'efforce de soutenir l'administration du Hamas dans la bande de Gaza, bien que le Hamas, à la différence du Hezbollah, n'observe pas entièrement les préceptes iraniens. L'Iran envisage l'établissement d'une entité islamique radicale dans la bande de Gaza comme un **levier important pour lancer une lutte armée contre Israël le long de sa frontière méridionale**, en fournissant des

---

<sup>2</sup> Al-Masri al-Youm, un journal qui a publié les noms des détenus appartenant au réseau, a noté qu'un d'entre eux était un membre des Frères Musulmans ayant récemment rejoint le réseau du Hezbollah (Al-Masri al-Youm, 28 avril 2009).

**roquettes** aux organisations terroristes palestiniennes (comme Téhéran l'a fait avec le Hezbollah au Liban). La bande de Gaza est également considérée comme une base commode d'où les terroristes peuvent être envoyés en Israël, directement ou par la frontière égypto-israélienne. Qui plus est, les Iraniens considèrent la bande de Gaza islamiste contrôlée par le Hamas comme **une puissance régionale qu'ils peuvent utiliser pour augmenter leur influence dans le monde arabo-musulman**, posant un défi considérable à Abu Mazen et exportant l'Islam radical aux pays arabes pro-occidentaux comme l'Égypte, par l'utilisation de sa proximité géographique avec la bande de Gaza.<sup>3</sup>

5. Le démantèlement du réseau du Hezbollah, qui a non seulement fourni aux organisations terroristes de la bande de Gaza une aide logistique, mais également planifié de commettre des attaques terroristes sur le sol égyptien, est **un signal d'alarme que les Égyptiens ne peuvent pas ignorer**. Ses activités ont été méticuleusement couvertes par les médias égyptiens, et les **Égyptiens considèrent** cette affaire comme une incursion iranienne flagrante dans leurs dossiers internes compromettant leur sécurité nationale. Concernée par les implications potentielles des activités subversives iraniennes sur son territoire, l'Égypte a lancé une campagne médiatique massive contre l'Iran, menée par le Président Moubarak, le ministre des Affaires étrangères Ahmed Aboul Gheit ainsi que les médias contrôlés par le gouvernement, et a été rejointe par les médias saoudiens et d'autres pays partageant la même opinion. La campagne médiatique met l'Iran et ses alliés (la Syrie, le Hezbollah et dans une moindre mesure, le Hamas) **sur la défensive**.

6. A l'approche des élections parlementaires libanaises, le dirigeant du **Hezbollah** Hassan Nasrallah, qui a été placé dans une position inconfortable par les Égyptiens, a **admis** peu après la révélation de l'affaire, que le chef du réseau (connu sous le surnom de Sami Shihab) et certains de ses membres, **étaient effectivement liés au Hezbollah**. La stratégie médiatique adoptée par Hassan Nasrallah (et plus tard aussi par son adjoint, cheik Na'im Qassem) a confirmé que le réseau du Hezbollah était impliqué dans la contrebande d'armes et de "combattants" dans la bande de Gaza, dépeignant cette activité comme étant **parfaitement légitime** selon le Hezbollah : le soutien aux Palestiniens étant "impératif." En même temps, le Hezbollah a nié les allégations égyptiennes selon lesquelles l'activité du réseau n'a pas été limitée à la logistique, mais incluait aussi des attaques terroristes et des activités de subversion, prétendant que de telles accusations sont sans fondement et que leur but unique est de mettre

---

<sup>3</sup> A ce sujet, voir notre article du 12 janvier 2009 intitulé : "Le soutien de l'Iran au Hamas," à l'adresse [http://www.terrorism-info.org.il/malam\\_multimedia/fr\\_n/pdf/iran\\_f004.pdf](http://www.terrorism-info.org.il/malam_multimedia/fr_n/pdf/iran_f004.pdf)

en péril sa "réputation" bâtie par l'organisation dans le monde arabe, y compris en Egypte, depuis la seconde guerre du Liban.

7. **La propagande iranienne et syrienne** s'est précipitée pour soutenir le Hezbollah, tout en adoptant profil bas pour atténuer l'attaque égyptienne. Le **Hamas**, qui a été placé dans une position inconfortable, a nié tout lien avec l'affaire, soulignant toutefois que la contrebande d'armes dans la bande de Gaza était parfaitement légitime.

## **Le réseau du Hezbollah en Egypte – description fondée sur les médias égyptiens et arabes**

8. Les médias égyptiens et arabes ont publié de nombreuses informations détaillées sur l'activité du réseau du Hezbollah démantelé en Egypte. Certaines informations proviennent des interrogatoires des individus arrêtés, et plusieurs procès-verbaux d'auditions ont été publiés dans les médias égyptiens. L'image qui résulte de ces rapports est que le réseau comptait **49 membres** et qu'il était dirigé par un membre du Hezbollah surnommé Sami Shihab (voir plus bas). Ses membres étaient des Egyptiens, des Libanais, des Palestiniens, des Soudanais, des Arabes israéliens et des Syriens (Al-Hayat, 13 avril), dont **21 personnes ont été arrêtés** (Al-Masri al-Youm, 29 avril 2009). Le réseau a commencé à opérer en Egypte en 2005 et a été démantelé fin 2008. La plupart de ses membres ont été arrêtés par les services de sécurité égyptiens, bien qu'il ait été annoncé que la recherche de membres supplémentaires (libanais et palestiniens) s'étant réfugiés dans le Sinaï était toujours en cours.



**Photographies de plusieurs détenus du Hezbollah en Egypte (Al-Arabiyya, 12 avril 2009, publiées sur la 10<sup>ème</sup> chaîne israélienne le même jour)**

9. Le 13 avril, **Al-Masri al-Youm** a publié les procès-verbaux d'auditions de **Muhammad Yussuf Ahmed Mansour**, un Libanais chi'ite de la banlieue Sud de Beyrouth, entré en Egypte avec un faux passeport. Le détenu a admis être un membre du Hezbollah opérant sous le nom de code « **Sami Hani Shihab** », ce qui a été confirmé par le discours de Hassan Nasrallah.<sup>4</sup> Ci-dessous les principaux points soulevés par le détenu lors de son interrogatoire par les services de sécurité égyptiens:

a. Il a été envoyé au Caire en 2005 pour y établir un réseau du Hezbollah appelé la "**Branche de l'Egypte**," ayant pour but de "soutenir la cause palestinienne." Son commandant direct au Liban était **Mohammad Qabalan** du Hezbollah, choisi pour la mission parce qu'il s'était rendu en Egypte en 2007 et 2008 et connaissait bien la péninsule du Sinaï, où il a longtemps séjourné, utilisant un faux passeport du nom de **Hassan al-Ghul**.<sup>5</sup>

b. Les membres de la "**Branche de l'Egypte**" ont surveillé les sites touristiques des côtes de la Mer Rouge pour recueillir des informations sur les touristes israéliens y séjournant (les médias arabes et égyptiens ont annoncé que le réseau planifiait de commettre plusieurs attaques terroristes contre les sites touristiques à l'aide de **voitures piégées et de ceintures explosives**). Un des membres du réseau était un résident de Port Saïd nommé **Hassan al-Manakhili**, qui avait pour mission de recueillir des renseignements sur la région de Nuweiba et d'effectuer des missions de reconnaissance dans le secteur de Ras al-Shaitan (le 23 avril, le journal **Al-Akhbar** a annoncé que Hassan al-Manakhili et cinq autres détenus de Port Saïd avaient reçu l'ordre par Sami Shihab d'acheter un bateau et de louer une poissonnerie dans la ville, afin de rassembler des informations sur les navires franchissant le Canal de Suez).

c. Mohammad Qabalan a été mêlé à la **contrebande d'activistes et d'armes dans la bande de Gaza** pour des attaques terroristes contre Israël. A cette fin, le réseau a acquis du **C-4**, un explosif de très grande qualité<sup>6</sup> et l'a stocké dans la maison d'un des membres du réseau à El-Arish. Les explosifs ont été alors utilisés pour fabriquer des **ceintures et des valises piégées**. Les membres du réseau ont également acheté du matériel pour préparer les engins explosifs, dont des fils électriques et des billes de fer. Des sources

---

<sup>4</sup> Le même Libanais a été dépeint par les médias égyptiens comme étant le responsable du réseau du Hezbollah en Egypte. Dans son discours, Hassan Nasrallah a admis qu'il était en effet un membre du Hezbollah impliqué dans la contrebande d'armes et d'activistes dans la bande de Gaza.

<sup>5</sup> L'interrogatoire des services secrets égyptiens a montré que le Hezbollah avait utilisé les noms de Libanais sunnites décédés afin d'établir de faux passeports pour les membres du Hezbollah (Al-Arab, 22 avril 2009).

<sup>6</sup> Cette sorte d'explosif est fabriquée par les Iraniens et il est possible qu'ils en fassent la contrebande dans la bande de Gaza.

égyptiennes proches de l'enquête ont déclaré à un journaliste d'Al-Awsat Al-Sharq au Caire (18 avril) que les explosifs devaient être introduits en Israël par des Arabes israéliens en vue d'attaques terroristes.

d. Dans le cadre des préparatifs, Mohammad Qabalan s'est rendu au Soudan "à des fins logistiques." Le but de sa visite au Soudan était de "**rencontrer des contrebandiers africains et soudanais pour faire de la contrebande de combattants dans la bande de Gaza.**" L'accord était que les contrebandiers recevraient 2000 dollars pour chaque personne introduite dans la bande de Gaza et 16000 dollars pour une voiture. **Le réseau a réussi à introduire des "combattants" en contrebande dans la bande de Gaza**, mais leur nombre a été faible, a déclaré le détenu.

e. Sami Shihab a admis que, dans le cadre de ses activités au sein du Hezbollah, il a été enrôlé dans les rangs de la division du recrutement général de l'organisation. Il a suivi un entraînement militaire, mais a été blessé à la moelle épinière. Après son rétablissement, il a rejoint l'**Unité 1800**, chargée de la question palestinienne par les "Etats-anneaux" (cf., les pays qui entourent Israël). Le détenu a suivi un entraînement intensif dans le domaine des renseignements, le qualifiant à effectuer les missions lui ayant été affectées.

10. Un autre détenu nommé **Muhammad Ramadan** a reconnu s'être infiltré en Egypte (de la bande de Gaza) par les tunnels de Rafah avec autre membre. Leur but était de recruter des activistes pouvant être introduits en contrebande en **Israël pour y commettre des attaques suicide.**<sup>7</sup> Muhammad Ramadan a rencontré **Sami Shihab**, le leader du réseau, qui lui a dit qu'il pouvait l'aider et lui fournir les moyens nécessaires afin de commettre des attaques terroristes. Selon la presse égyptienne, les attaques n'ont pas été effectuées parce que les services secrets israéliens ont arrêté plusieurs Arabes israéliens impliqués dans cette affaire.

## **L'implication de la chaîne Al-Manar du Hezbollah dans ce réseau**

11. Le journal égyptien **Al-Akhbar** a annoncé que les membres du réseau du Hezbollah en Egypte avaient reçu l'aide d'une personne travaillant pour la chaîne de télévision Al-Manar du Hezbollah. Ils ont profité de sa connaissance de la langue hébraïque et l'ont chargé d'entrer en

---

<sup>7</sup> Les médias égyptiens ne mentionnent pas l'organisation terroriste à laquelle Muhammad Ramadan et son associé ont appartenu, dans le cadre d'une tendance consistant à se concentrer sur l'Iran et le Hezbollah et à minimiser le **rôle du Hamas**, que le réseau du Hezbollah a aidé. Les médias égyptiens ont également noté que parmi les détenus se trouvaient deux membres du **Fatah** qui ont reconnu, pendant leur interrogatoire par les forces de sécurité égyptiennes, s'être infiltrés en Egypte depuis la bande de Gaza. Ils avaient reçu pour ordre de se rendre au Soudan ainsi qu'en Syrie et au Liban afin d'y suivre une formation en vue de commettre des attaques suicide (Al-Masri Al-Youm, 16 avril 2009).

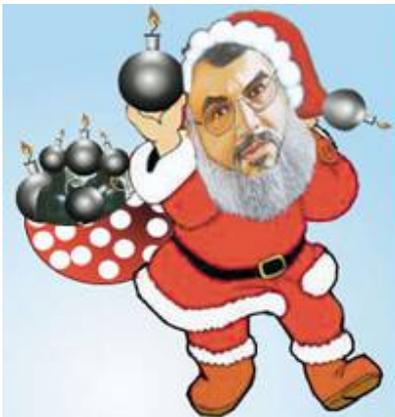
contact avec des personnes situées à l'intérieur d'Israël par le biais d'Internet pour recueillir des informations sur les touristes israéliens se rendant en Egypte (Al-Akhbar, 13 avril 2009).

12. Suite à la révélation de l'affaire, un avocat égyptien a déposé une requête appelant à la fin de la diffusion des émissions d'Al-Manar par le satellite égyptien Nilesat. Selon la requête, la chaîne Al-Manar diffuse des informations fausses et viole l'éthique audiovisuelle (Al-Gomhuria, 17 avril 2009). **Al-Manar émet effectivement par l'intermédiaire des satellites Arabsat (un satellite interarabe possédé par les Saoudiens) et Nilesat (satellite égyptien). Plusieurs pays, dont la France, ont pris des mesures pratiques contre la chaîne depuis 2004.**<sup>8</sup> Grâce à ces satellites, **Al-Manar diffuse ses programmes d'incitation à la haine au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans les pays d'Europe du Sud**, où la chaîne jouit d'une grande popularité.

## Réactions dans le monde arabe

### Egypte

#### L'affaire reflétée dans les caricatures



Nasrallah en Père Noël lançant des grenades (Al-Gomhuria, 16 avril 2009)



L'Iran dirige Nasrallah, qui dirige le terrorisme en Egypte. Les services de sécurité égyptiens coupent les cordes du terrorisme (Al-Ahram, Egypte, 13 avril 2009)

13. Les médias officiels et non officiels égyptiens, aussi bien que les responsables égyptiens, y compris le Président Hosni Moubarak, ont profité du démantèlement du réseau du Hezbollah pour

---

<sup>8</sup> Les médias égyptiens n'ont pas manqué de mentionner que ces dernières années, l'Egypte a fait face à la pression exercée par des éléments extérieurs (dont les Etats-Unis) pour mettre fin à la diffusion des programmes d'Al-Manar par le satellite égyptien Nilesat (Al-Ahram Al-Masai, 16 avril 2009).

**vilipender l'Iran**, l'accusant d'être **responsable du "complot" anti-égyptien** et d'utiliser la question palestinienne afin de **plébisciter ses intérêts au Moyen-Orient**. En même temps, le gouvernement égyptien tente également d'en tirer profit sur la **scène interne** en accusant les Frères Musulmans d'être liés au réseau du Hezbollah (accusation qui doit encore être prouvée). Cette attaque médiatique pourrait annoncer une nouvelle phase dans la confrontation entre l'Égypte (soutenu par d'autres pays arabes pro-occidentaux) et l'axe irano-syrien, qui dirige les organisations terroristes telles que le Hezbollah et le Hamas.

14. Le président **Moubarak** a fait référence à l'affaire et au rôle de l'Iran pendant son discours à Ismaïlia à l'occasion du 27<sup>ème</sup> anniversaire de la libération du Sinaï (23 avril).<sup>9</sup> "Nous sommes conscients du rapport entre la sécurité nationale de l'Égypte et la sécurité et la stabilité du Moyen-Orient, du Golfe, de la Mer Rouge, de la Méditerranée, du Soudan, des pays de bassin du Nil et d'Afrique," a dit Moubarak. **"Nous affirmons notre identité arabe et ne permettrons pas l'interférence d'éléments régionaux qui sont opposés à la paix et poussent la région au bord de l'abîme [cf., l'Iran].** Ces éléments cherchent à imposer leur influence et leur vision sur notre monde arabe, à provoquer des désaccords sur la scène arabe et palestinienne et à envoyer leurs agents [cf., le Hezbollah] dans la région pour menacer la sécurité nationale de l'Égypte, **nuire à ses frontières et compromettre sa stabilité.**" Le Président Moubarak a ensuite réitéré ses menaces à l'égard de l'Iran : "Je leur dis : **nous sommes totalement conscients de vos complots.** Nous exposerons vos complots et **réagirons en conséquence.** Arrêtez de vous immiscer dans la question palestinienne; **prenez garde à la colère de l'Égypte et de son peuple**" (Agence de presse du Moyen-Orient, 23 avril 2009).



**Le Président égyptien Moubarak à l'occasion du 27ème anniversaire de la libération du Sinaï :**  
**"...Nous ne permettrons pas l'interférence d'éléments régionaux qui sont opposés à la paix et poussent la région au bord de l'abîme" (Télévision égyptienne, 23 avril 2009)**

---

<sup>9</sup> Au début de l'affaire, il a été annoncé que Hosni Moubarak a eu une conversation téléphonique avec le Premier ministre libanais Fouad Siniora, au cours de laquelle il aurait déclaré que le Parquet égyptien était missionné pour juger les responsables du réseau démantelé (Haaretz, 13 avril 2009).

15. Ci-dessous d'autres exemples de l'attaque médiatique égyptienne contre l'Iran:

a. Un éditorial du rédacteur en chef d'**Al-Ahram** a accusé l'Iran et le Hezbollah de tirer profit du problème palestinien afin de promouvoir les intérêts iraniens et de diffuser les idées révolutionnaires iraniennes. L'article soutient que l'offensive de l'Egypte contre "les crimes du Hezbollah" est avantageuse pour tout le monde arabe, et que finalement, même le Hamas comprendra que l'Iran conspire contre lui. L'article accuse le Hezbollah d'avoir encouragé les attaques suicide qui ont abouti à l'échec de la deuxième intifada, à la différence du succès de la première intifada, dans laquelle Hezbollah ne s'est pas immiscé.



L'éditorial hebdomadaire d'Al-Ahram (20 avril). En bas, une caricature montre Nasrallah tiré d'un canon (sur lequel il est écrit "Iran") qui libère des souris qui sont écrasées par le pied qui représente les forces de sécurité égyptiennes.

b. Dans un article daté du 18 avril, **Ahmed Moussa**, le rédacteur en chef adjoint d'**Al-Ahram**, a affirmé que le réseau du Hezbollah ne planifiait pas uniquement de commettre des attaques terroristes mais a aussi "conspiré" pour renverser le gouvernement égyptien. Trois pays sont complices de ce "complot" : **l'Iran, la Syrie et le Qatar**, ainsi que trois organisations : **le Hezbollah, le Hamas et les Frères Musulmans**. En outre, l'article a accusé la chaîne **Al-Jazeera** de manipuler l'opinion publique égyptienne, s'y référant comme "la chaîne Al-Qatar qui appartient au pays d'Al-Jazeera." L'article donne des détails sur les relations que le Hezbollah entretient avec la Syrie, affirmant que l'organisation a reçu les trois quarts des armes de l'armée syrienne avant son retrait du Liban. **L'Iran**, pour sa part, a "payé le prix" pour la Syrie et, de plus, a exporté les roquettes Grad au Hamas. L'auteur de l'article vilipende également le Hamas, l'accusant de creuser le fossé au sein de l'entité palestinienne, de se rebeller contre le gouvernement légitime, de s'opposer à la poursuite de la trêve et, "le jour où les

combats ont cessé, d'avoir tiré des roquettes inutiles pour inciter Israël à lancer une opération militaire, sans penser au peuple sans défense dans la bande de Gaza ... "

c. Le journal **Al-Gomhuria** a publié un article de son rédacteur en chef (16 avril), prétendant que la confrontation entre l'Egypte et "l'Iran et ses mandataires" s'explique par deux conceptions distinctes du traitement du conflit avec Israël. Il a affirmé que l'Egypte soutient le modèle d'un traité de paix et d'une solution démocratique, tandis que l'Iran prône la "libération" par la résistance armée. Les racines de ce conflit sont bien connues ; cependant, un nouveau phénomène a été exposé dans l'affaire présente : "Jusqu'à maintenant, nous n'étions pas conscients de l'existence d'une "élite" intellectuelle au Caire qui défend actuellement les intérêts de l'Iran et du Hezbollah, bien qu'ils aient violé la souveraineté territoriale de l'Egypte..." Selon l'auteur, Hassan Nasrallah et les responsables religieux iraniens qui le manipulent s'efforcent de transformer le monde arabe en scène du terrorisme, utilisant les cellules dormantes du Hezbollah dans les pays divers.

d. Dans une interview au journal arabe **Al-Sharq Al-Awsat** (14 avril), le ministre égyptien des Affaires étrangères **Ahmed Aboul Gheit** a déclaré que l'Iran avait en main plusieurs "cartes interarabes" afin de "les négocier" quand il décidera de commencer les pourparlers avec l'Occident. Il a ajouté plus loin que l'assise du Hezbollah sur la côte de la Méditerranée occidentale, à l'initiative de l'Iran, est un message clair à l'Occident, à Israël, à l'Egypte et à tous les Arabes : "Nous sommes ici et nous influencerons vos intérêts." L'Iran a ainsi utilisé le Hezbollah pour prendre pied en Egypte "pour qu'il puisse dire à l'Egypte 'nous sommes ici.'" Le ministre égyptien des Affaires étrangères a ajouté que l'Iran se considère comme un pays révolutionnaire s'efforçant d'augmenter son influence sur le monde arabe et musulman, y compris dans la région du Golfe et en Afghanistan ainsi, probablement, que dans les Républiques islamiques d'Asie Centrale.

e. Dans le même entretien, le ministre égyptien des Affaires étrangères a également été interrogé sur la **frappe du convoi d'armes au Soudan**. Il a répondu que les armes qui ont été bombardées avaient été fabriquées en Iran, mais n'a pas précisé l'identité de l'assaillant du convoi. Il a déclaré que l'Egypte avait découvert qu'il y avait des caravanes de chameau qui transportaient des gens, des armes, des munitions et de l'équipement en Egypte, d'où ils devaient être transférés dans la bande de Gaza par la Péninsule du Sinaï. Il a noté plus loin : "Il est évident que les armes [du convoi attaqué] sont arrivés à la Mer Rouge par l'un des plus grands sponsors dans le secteur (l'Iran)" (les parenthèses sont dans la version originale). Il a également ajouté que les Egyptiens étaient au courant de l'attaque sur le convoi d'armes. Les Soudanais, qui ont affirmé que l'attaque

avait eu lieu sans qu'ils en aient eu connaissance, ont gardé le silence (préférant ne pas rendre l'affaire publique). Le ministre égyptien des Affaires étrangères a appelé tous les pays (probable allusion au Soudan) "à augmenter leur contrôle [sur leur territoire] pour pourchasser ces organisations et leurs sources de financement."

f. **Abdallah Kamal**, le rédacteur en chef du journal égyptien **Roz al-Yousef**, qui a été cité dans **Al-Quds Al-Arabi** (20 avril), a publié un article de fond sur l'histoire des relations entre l'Iran et le Hezbollah. L'article déclare que le Hezbollah, "gang armé," est seulement un outil utilisé par des pays divers, principalement l'Iran, la Syrie et le Qatar. Ces pays, affirme l'auteur de l'article, **n'effectuent pas les activités eux-mêmes mais emploient plusieurs organisations** et les aident avec des fonds, de la formation et de l'équipement.

g. **Khaled Imam**, le rédacteur en chef du journal égyptien **Al-Masaa** (24 avril), a qualifié Hassan Nasrallah de "serviteur des responsables religieux iraniens." Il a soutenu que Nasrallah cherchait à nuire à l'Égypte, à son peuple et à ses intérêts et à "incendier la région à des fins persanes." Il a condamné "l'alliance" des Frères Musulmans avec l'Iran et le Hezbollah, affirmant que "le problème avec les Frères Musulmans est qu'ils sont, comme les Iraniens et le Hezbollah, des menteurs absolus, se considérant comme les gardiens potentiels de tous les musulmans."

16. Le 20 avril, le collaborateur du ministre des Affaires étrangères égyptien pour les affaires asiatiques a appelé le chef du bureau des intérêts iraniens au Caire, **Hossein Rajabi**. Il a exprimé le courroux de l'Égypte face aux déclarations des leaders iraniens, notamment du Président du Parlement Ali Larjani, qui a affirmé que le démantèlement du réseau du Hezbollah était "un scénario idiot et retardé." Ce fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères a également noté que les rapports publiés dans la presse iranienne étaient "inacceptables et reflétaient la décision iranienne de se mêler des affaires internes de l'Égypte" (Agence de presse du Moyen-Orient, 21 avril 2009). Dans un article publié dans **Al-Ahram**, Muhammad Amin al-Masri a affirmé que Larjani avait commis deux erreurs : "Revendiquer que l'Égypte a délibérément rendu publique l'affaire du réseau du Hezbollah pour influencer les prochaines élections au Liban, et défendre le Hezbollah en déclarant qu'il avait fourni de l'aide aux Palestiniens lors de la guerre israélienne dans la bande de Gaza" (**Al-Ahram**, 25 avril 2009).

## Iran

17. L'affaire a été modestement couverte par les médias iraniens et il apparaît que les responsables de Téhéran s'efforcent de minimiser l'incident et évitent de mettre de l'huile sur le feu (contrairement à l'Egypte). Le ministère iranien des Affaires étrangères s'est précipité au secours du Hezbollah, tentant de réfuter les accusations égyptiennes:

a. Lors d'une conférence de presse avec le ministre des Affaires étrangères d'Oman, le ministre iranien des Affaires étrangères **Manouchehr Mottaki** a noté que les accusations contre Hassan Nasrallah et les dirigeants du Hezbollah étaient sans fondement. Il a affirmé qu'elles avaient pour objectif d'influencer les élections au Parlement libanais (ISNA, 15 avril 2009).

b. **Le porte-parole du ministre des Affaires étrangères Qashqavi** a indiqué que le tollé provoqué par les Egyptiens ne servait pas les intérêts des pays arabes et islamiques, particulièrement maintenant, avec "la Palestine occupée" et le Liban, la Syrie et les intérêts nationaux de l'Egypte sous l'attaque du "régime sioniste" (IRNA, 14 avril 2009).

18. D'autre part, un éditorial paru dans **Jomhuri Eslami**, un journal associé au bloc conservateur, a été beaucoup plus incisif et clair sur cette affaire. Selon l'auteur de l'éditorial, les accusations contre le Hezbollah visent à faire reculer la résistance interne croissante contre le gouvernement du Président Moubarak ainsi que la popularité grandissante du Hezbollah et de Hassan Nasrallah depuis la seconde guerre du Liban, particulièrement inquiétante pour Moubarak. L'auteur de l'article affirme que les accusations de Moubarak contre un "citoyen libanais" arrêté il y a plusieurs mois<sup>10</sup> visent à tirer Moubarak du borbier dans lequel il s'est enlisé pendant la "guerre de Gaza." **Selon l'article, des groupes en Egypte**, principalement les Frères Musulmans, sont conscients que les accusations sont fausses. L'article affirme que le **Président Moubarak, qui a "coopéré avec Israël, est celui qui devrait être jugé et puni comme un criminel de guerre à côté des leaders du régime sioniste, devant la Cour Internationale.**" L'article se termine en déclarant que Moubarak est légitimement concerné par l'apparition de "Nasrallahs" en Egypte et par la diffusion de la "culture de la résistance" en Egypte, qui **"mettra terme en fin de compte à la vie importune de Hosni Moubarak"** (Jomhuri Eslami, 12 avril 2009).

---

<sup>10</sup> Les Iraniens continuent à cacher ce que même Hassan Nasrallah a admis : que le commandant du réseau était un **membre du Hezbollah** impliqué dans la contrebande d'armes et de "combattants."

## Syrie

19. Dans un entretien au journal arabe **Al-Sharq Al-Awsat** (le 28 avril), le **Président syrien Bashar Al-Assad** a été invité à réagir aux attaques planifiées par le Hezbollah contre des touristes israéliens dans le Sinaï. Bashar a feint l'ignorance, déclarant que "le Hezbollah n'a aucun intérêt à agir ainsi, parce qu'il l'a vraiment nié et a dit qu'il n'avait rien contre l'Egypte ou les Egyptiens." Assad a ajouté qu'il y avait eu des reportages dans les médias sur les intentions du Hezbollah d'attaquer Israël en 2008 pour se venger de la mort d'Imad Moughnieh, mais a précisé que la Syrie n'avait "aucune preuve concrète à cet effet".

20. La propagande syrienne s'est également précipitée pour défendre le Hezbollah (tout en adoptant un profil bas), qualifiant l'aide aux Palestiniens de "légitime" et déclarant que les accusations de l'Egypte contre le Hezbollah ne sont que des "illusions politiques." Ainsi, par exemple:

a. Dans un article publié dans **Al-Watan** (14 avril), **Nizar Salloum** a vilipendé les "illusions politiques" sans précédent de l'Egypte pour dépeindre le Hezbollah et son leader comme une "menace à la souveraineté de l'Egypte et à sa sécurité nationale." L'article se plaint que les termes "criminel de guerre" ou "pillard" ne soient pas utilisés pour décrire Olmert ou Netanyahu, mais plutôt Hassan Nasrallah, qui a envoyé Sami Shihab réaliser des "missions logistiques", lesquelles ont un rapport avec le soutien à la "résistance palestinienne" dans la bande de Gaza. En conclusion, l'article déclare que la politique égyptienne est toujours celle qu'elle était pendant l'ère Bush, manquant "une occasion historique" de se rattraper.

b. **Suleiman Haddad**, le Président du comité des ministres des Affaires étrangères au Conseil du peuple syrien, a souligné l'appui de la Syrie au Hezbollah. Interrogé sur la question de savoir si la Syrie respecte également l'autorité de la loi, il a répondu positivement. Il a ajouté, cependant, que dans une déclaration, le leader du Hezbollah, "personnalité connue pour sa crédibilité et son nationalisme," avait précisé que le fait de se mêler des affaires internes d'un pays était la dernière chose à faire (Radio BBC en arabe, 13 avril 2009).

## Liban

21. Le timing de l'affaire a été inopportun pour le Hezbollah, alors que les élections au Parlement libanais doivent avoir lieu le 7 juin 2009. La raison principale de cet inconvénient est que la représentation du Hezbollah comme une organisation terroriste impliquée dans des activités subversives et comme servant les intérêts iraniens, met en péril ses efforts pour se présenter comme un "parti" libanais légitime, aussi bien que son désir d'être reconnu comme pouvant bénéficier de la légitimité interarabe et internationale.

22. En conséquence, le **Hezbollah** a adopté un profil bas dans les médias, par une tentative « d'éteindre le feu » allumé par le gouvernement égyptien. **Cheik Naim Qassem**, l'adjoint de Hassan Nasrallah, a continué à suivre la stratégie médiatique adoptée par Nasrallah lors de la révélation de l'affaire. Cette stratégie médiatique consiste à rejeter les allégations égyptiennes, pour tenter de banaliser la question en la qualifiant d'appui à la "résistance" (cf., aux organisations terroristes) et soulignant que c'est le devoir du monde arabe de fournir aux Palestiniens une telle aide.

23. Dans ce contexte:

a. Lors d'un entretien accordé à l'AFP, **cheik Naim Qassem** a souligné que les allégations égyptiennes étaient "calomnieuses, sans valeur et non prouvées." Il a déclaré que les Egyptiens essayaient de se venger du Hezbollah en raison de sa position adoptée pendant "l'activité d'Israël dans la bande de Gaza" [l'Opération Plomb Durci]. L'Égypte veut également porter atteinte à la réputation du Hezbollah dans le monde arabo-musulman. Il a réitéré (faisant écho à la rhétorique de Hassan Nasrallah) que le membre du Hezbollah arrêté en Égypte était impliqué dans le transfert d'armes et de munitions dans la bande de Gaza, affirmant : "Ce n'est pas une accusation, mais plutôt le devoir de chaque musulman" (AFP, 15 avril 2009).

b. Dans un entretien à un journal égyptien, **cheik Naim Qassem** a affirmé que c'était le devoir de chaque pays arabe et islamique d'aider les Palestiniens. Selon lui, le Hezbollah n'a pas violé la souveraineté de l'Égypte, mais a plutôt effectué "un acte élémentaire" qu'il était moralement obligé de faire "pour la Palestine." À la fin de l'interview, il a appelé le gouvernement égyptien, "qui a provoqué tout ce désordre," à mettre un terme à sa campagne médiatique et politique, et à libérer les "honorables guerriers du jihad" (Al-Shuruq, Égypte, 14 avril 2009).

c. **Ali Fayad**, candidat du Hezbollah au Parlement libanais dans la région de Marjayoun-Hasbaya, a affirmé que le Hezbollah ne menait pas d'activités politiques ou militaires en Egypte, et qu'il ne se mêlait pas des affaires internes de pays arabes. Il a ajouté que la contrebande d'armes n'était pas une violation de souveraineté et a appelé l'Egypte ainsi que le Hezbollah à résoudre leurs différends (Chaîne FTV, Liban, 20 avril 2009).

24. **Sur la scène libanaise interne**, l'affaire a encore accentué l'image du Hezbollah comme organisation ayant une vision spécifiquement régionale et servant les intérêts iraniens à l'extérieur du Liban. Néanmoins, les **adversaires du Hezbollah** au sein des Forces du 14 Mars ont adopté un ton circonspect et n'ont pas mis à profit ces incidents pour lancer des querelles médiatiques dans le cadre de la campagne électorale pour le Parlement libanais. Le **gouvernement libanais** a également gardé un profil bas dans les médias afin de se distancer de l'affaire et d'éviter de donner l'impression qu'il s'agit d'une crise entre le Liban et l'Egypte.

### **Condamnations de l'ingérence du Hezbollah dans les affaires intérieures de l'Egypte par le Secrétaire-Général de l'ONU et réactions du Hezbollah**

25. Le Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-moon a fait référence au réseau du Hezbollah démantelé en Egypte dans le neuvième rapport semestriel présenté au Conseil de Sécurité de l'ONU sur la mise en œuvre de la Résolution 1559 (2004).<sup>11</sup> Le rapport affirme, entre autres (Paragraphe 50), que "Les récentes activités militantes clandestines et illégales auxquelles ont procédé les milices au-delà du territoire libanais montrent que l'objectif poursuivi dépasse le Liban et menace ainsi la paix et la stabilité régionales. Je demande au Hezbollah de mettre fin à toute activité militante à l'extérieur du Liban et d'achever de se transformer en parti politique uniquement libanais, conformément aux dispositions de l'Accord de Taëf. Les parties régionales, en particulier celles qui ont des liens étroits avec le Hezbollah, doivent l'encourager dans ce sens..."<sup>12</sup>

---

<sup>11</sup> Le 2 septembre 2004, le Conseil de Sécurité de l'ONU a voté la Résolution 1559, qui appelle, notamment, à la démilitarisation de toutes les milices au Liban, y compris du Hezbollah et des milices palestiniennes dans les camps de réfugiés, afin d'étendre la souveraineté libanaise sur le territoire entier du Liban. Ces demandes doivent encore être mises en œuvre. Voir notre article du 25 juillet 2006 intitulé : "Désarmer le Hezbollah et étendre la souveraineté ainsi que l'autorité du gouvernement libanais au Sud-Liban, en vertu de la Résolution 1559 du Conseil de Sécurité (2004) et de l'accord de Taëf (1989)," à l'adresse [http://www.terrorism-info.org.il/malam\\_multimedia/fr\\_n/pdf/taef\\_f.pdf](http://www.terrorism-info.org.il/malam_multimedia/fr_n/pdf/taef_f.pdf)

<sup>12</sup> Source : site Internet des Nations Unies, Neuvième rapport semestriel du Secrétaire général sur l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité, [S/2009/218](#).

26. Le Secrétaire Général de l'ONU a également condamné l'interférence du Hezbollah dans les affaires politiques de l'Égypte (Paragraphe 42) : "Je suis inquiet des déclarations faites par les dirigeants du Hezbollah durant le récent conflit à Gaza, qui ont exhorté les militaires égyptiens à s'opposer à la direction politique, pour soutenir les militants du Hamas. Je suis aussi préoccupé par le fait que le Hezbollah a publiquement admis qu'il fournissait, à partir du territoire égyptien, un appui aux militants situés à Gaza. Cette activité montre que le Hezbollah opère à l'extérieur du territoire libanais et en dehors de son cadre national déclaré. **Je condamne cette ingérence injustifiée dans les affaires intérieures d'un État Membre souverain.**"

27. Les porte-parole du Hezbollah ont lancé une **offensive verbale contre le Secrétaire Général de l'ONU** Ban Ki-moon avant même la publication formelle du rapport sur la Résolution 1559 du Conseil de Sécurité (issu des extraits du rapport rendus publics en avance):

a. Le 25 mai, le député du Hezbollah **Hassan Fadlallah** a déclaré que "Ban [Ki-moon] place l'ONU en état d'alerte pour la sécurité d'Israël, et ferme les yeux sur les crimes et les massacres commis contre les Libanais et les Palestiniens" (Site Internet Ilaf, 25 avril 2009).

b. **Ali Fayad**, candidat au Parlement au nom du Hezbollah, a affirmé que la position de Ban Ki-moon envers "la tentative du Hezbollah d'aider les Palestiniens dans la bande de Gaza" visait à "placer le sujet hors proportion et à le dépeindre comme une crise régionale." Il a ajouté que la position du Secrétaire Général propageait le sentiment parmi les peuples du Moyen-Orient que les institutions de l'ONU "favorisent Israël, suivent une politique biaisée et dissimulent les crimes israéliens" (Site Internet Al-Nashra, 28 avril 2009).

## **Hamis**

28. **Le Hamas**, qui a été mis dans une position inconfortable suite à la révélation de ses liens avec le réseau du Hezbollah en Égypte, a tenté de se distancer de l'affaire en conservant un rôle discret dans les médias. **Muhammad Nazzal**, membre du bureau politique du mouvement, a déclaré que le Hamas n'avait "rien à voir avec l'affaire et toute tentative de l'y associer est une forme de chantage." Il a ajouté que le Hamas n'avait pas coopéré avec le Hezbollah, mais a exprimé sa solidarité avec l'organisation chiite "en considération de la campagne qui le vise" (Al-Quds Al-Arabi, 14 avril 2009). **Fawzi Barhoum**, porte-parole du Hamas dans la bande de Gaza,

a affirmé que les Egyptiens n'ont lancé aucune accusation contre le Hamas et que les relations du Hamas avec les Egyptiens étaient toujours aussi étroites. En même temps, cependant, il a noté que le fait de transférer des armes dans la bande de Gaza ne devrait pas être interprété comme un "crime" (Al-Sabil, Jordanie, 13 avril 2009).

29. De son côté, **Moussa Abu Marzouq**, le vice-président du bureau politique du Hamas, a précisé que son organisation **n'a pas l'intention de mettre un terme à la contrebande dans la bande de Gaza** : "Nous sommes un mouvement de résistance et il est bien connu que les mouvements de résistance n'obtiennent pas leurs armes par des contrats officiels d'armement entre pays. Nous importons nos armes par les canaux auxquels nous croyons et **c'est notre droit d'armer notre peuple** pour défendre nos intérêts et nos droits (Site Internet Palestine-info, 23 avril 2009).

## **Arabie Saoudite et Etats du Golfe**

30. Les médias saoudiens ont eux aussi rejoint la campagne médiatique de l'Egypte contre l'Iran, mais pas de manière dramatique ou agressive. Par exemple, un éditorial paru dans le quotidien saoudien **Al-Jazzera** (11 avril) a noté que les systèmes sécuritaires et juridiques en Egypte ainsi qu'au Maroc avaient sauvé leurs pays des complots "des forces du mal". Ils ont également envoyé un signal d'alerte à d'autres pays arabes et musulmans, les avertissant qu'ils pourraient devenir la cible d'activités chiites religieuses et d'opérations terroristes qui sont dans l'intérêt d'un "certain pays" du Moyen-Orient, lequel "sape et menace la sécurité" des pays arabes (référence à l'Iran).<sup>13</sup>

31. Les caricaturistes en Arabie Saoudite et dans les Etats du Golfe Persique ont vivement critiqué Hassan Nasrallah et ont vilipendé l'Iran. Cependant, certains d'entre eux ont souligné que le désaccord entre l'Egypte et le Hezbollah servait les intérêts d'Israël et portait préjudice aux Palestiniens.

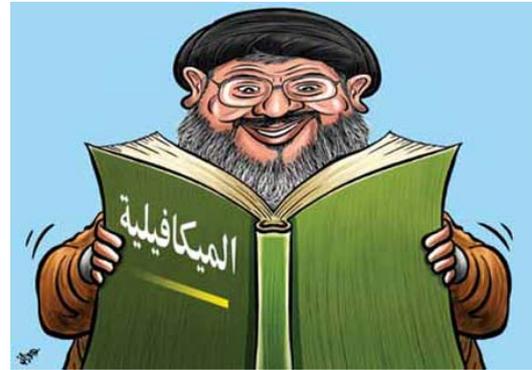
---

<sup>13</sup> Pour d'autres réactions dans les médias saoudiens, voir le rapport de MEMRI daté du 27 avril : "Egypte : la Cellule du Hezbollah en Egypte - une Conspiration Conjointe par l'Iran, la Syrie, le Qatar, le Hezbollah, le Hamas et les Frères Musulmans" (par Y. Yehoshua).

## Les caricaturistes saoudiens vilipendent Hassan Nasrallah et Ahmadinejad



Hassan Nasrallah renonce à ses tâches principales - "Le Golan occupé," "les Fermes de Shabaa" et "la menace israélienne de frapper l'Iran" - et se dirige vers l'Egypte avec des grenades et des explosifs dans ses mains (Al-Nadwa, Arabie Saoudite, 21 avril 2009)



Le leader du Hezbollah Hassan Nasrallah lisant un livre intitulé "Machiavélisme" (Al-Watan, Arabie Saoudite, 20 avril 2009)



Ahmadinejad prononce un discours à la conférence de l'ONU à Genève (Durban II), déclarant "Israël est un occupant raciste," tout en prenant le contrôle d'îles appartenant aux Emirats arabes unis (Al-Watan, Arabie Saoudite, 23 avril 2009)

## Caricaturistes dans les Etats du Golfe: Israël tire profit de l'attaque égyptienne contre le Hezbollah



Palestinien pris au piège entre le Hezbollah et l'Egypte tandis qu'Israël, dépeint comme un crocodile, attend pour le dévorer (Al-Watan, Qatar, 15 avril 2009)



Un Juif représentant Israël lit un article sur les attaques contre le Hezbollah dans la presse égyptienne [insinuant qu'Israël tire bénéfice du conflit] (Al-Raya, Qatar, 21 avril 2009)



Le Hezbollah et l'Egypte tirent des flèches en direction de la tête d'un Palestinien. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu est debout tout près, regardant avec satisfaction. Le texte précise : "Accusations mutuelles et pillage de nos proches [cf., les Palestiniens]" (Akhbar Al-Khaleej, Bahrein, 14 avril 2009)